

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 5 du 21.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Pierre Piccinin : [Après le Kosovo, l'Irak et l'Afghanistan, la Libye à son tour victime de l'impérialisme "humanitaire".](#)

Manlio Dinucci : [La grande armée de la « guerre humanitaire ».](#)

Anne Morelli : [Le chef du camp adverse a le visage du diable \(ou « l'effreux de service »\).](#)

[Le comité de l'UA contre "toute intervention militaire".](#)

[L'Egypte envoie des armes pour aider les ... rebelles..](#)

[Paroles & action du président Obama](#)

[Déclaration de Barack Obama sur la Libye.](#)

Politique Libyenne

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 [Décodage de 25 techniques de désinformation.](#)

1-2 [La presse tunisienne et algérienne critique l'intervention en Libye.](#)

2 Les brèves

2-1 [La Ligue arabe critique les frappes de la coalition.](#)

2-2 [Moscou appelle la coalition à cesser le recours à la force non-sélectif.](#)

2-3 [Nicolas Maury : Hugo Chavez juge "irresponsable" l'intervention armée contre la Libye.](#)

3 Dossier

3-1 [Roland Marounek : La France viole la résolution des Nations Unies...](#)

3-2 [Felicity Arbuthnot : L'hypocrisie et la trahison de l'ONU : le cas de la Libye.](#)

3-3 [Thierry Meyssan : Guerre en Libye Washington regarde se lever « l'aube de l'odyssée » africaine.](#)

3-4 [Canaille-le-rouge : Le va -t-en guerre s'éclate, les bombes aussi...](#)

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 [Maurizio Matteuzzi : Pas qu'une zone d'exclusion aérienne : feu vert à la nouvelle guerre humanitaire.](#)

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 [Gilles Munier : Libye : Southern Mistral : une guerre en préparation depuis novembre 2010 ?](#)

5-2 [Thierry Meyssan : Guerre en Libye : Washington regarde se lever « l'aube de l'odyssée » africaine.](#)

5-3 [Gilbert Léonard : Une opération stratégique contre-révolutionnaire montée contre les révolutions.](#)

Tiré à part :

Pierre Piccinin : [Après le Kosovo, l'Irak et l'Afghanistan, la Libye à son tour victime de l'impérialisme "humanitaire"](#).

Une analyse de la résolution 1973 de l'ONU

Libye : les manipulations de la gouvernance

Présenté par la France, avec l'appui de la Grande-Bretagne, le texte de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, voté ce 17 mars, constitue un nouveau pied de nez de la « gouvernance » pour le droit international, c'est-à-dire d'un interventionnisme arbitraire, comme au Kosovo, comme en Irak, comme en Afghanistan.

Cette résolution, en effet, présente un caractère aberrant et constitue un lourd précédent : d'une part, elle transgresse les principes de non-ingérence et de souveraineté des États et, d'autre part, elle normalise un peu plus encore la politique des deux poids et deux mesures, qui caractérise de plus en plus radicalement l'action onusienne.

Basée sur le postulat rhétorique que le gouvernement de Mouammar Kadhafi exercerait une répression criminelle « *contre le peuple libyen et les populations civiles éprises de liberté* » (dixit Alain Juppé, ministre des affaires étrangères français), la résolution appelle la communauté internationale à interdire tout vol dans l'espace aérien libyen et à tout mettre en œuvre pour « *protéger la population civile et faire cesser les hostilités* », soit un texte relativement vague qui occasionnera certainement bien des exactions de la part des États intéressés...

Or, le postulat de base est biaisé : le gouvernement libyen, au moyen de l'armée régulière, pour dictatorial qu'il soit (la légitimité d'un gouvernement, selon le droit international, ne repose nullement sur le critère démocratique), ne vise en aucun cas à massacrer des civils, mais à réprimer une rébellion, armée, qui tente de renverser par la force l'ordre établi, et ce, en outre, dans un contexte tribal qui oppose le nord-est du pays (Benghazi et Tobrouk) aux tribus, majoritaires, qui soutiennent le clan Kadhafi.

Il ne s'agit donc pas d'un « *dictateur massacrant son peuple désarmé* » : le chef de l'État, commandant des forces armées, combat des troupes rebelles, minoritaires, qui sèment le trouble dans le pays, et ce en parfait accord avec le droit international, qui fonde la légitimité de tout gouvernement à exercer souverainement l'autorité sur son territoire, à l'intérieur de ses frontières.

Une intervention militaire à l'encontre de l'armée gouvernementale libyenne reviendrait ainsi à **soutenir une rébellion armée qui tente de renverser un gouvernement légalement établi.**

C'est pourquoi plusieurs membres du Conseil de Sécurité de l'ONU – et non des moindres : la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde et l'Allemagne, soutenus par la Turquie- ont refusé d'avaliser cette résolution et se sont abstenus lors du vote. (note d'Internationalnews: Mais pourquoi n'ont-ils pas opposé leur veto???)

En outre, comment interpréter l'attitude des puissances signataires et de la Ligue arabe (à commencer par l'Arabie saoudite), qui s'indignent des événements qui se déroulent en Libye et proposent, Qatar et Émirats arabes unis en tête, une intervention militaire, alors que, dans le même temps, le roi du Bahreïn, voisin frontalier direct du Qatar et des Émirats, massacre sans pitié son peuple, des manifestants civils, non armés, eux, avec l'appui de l'armée saoudienne envoyée à sa rescousse ? Revoilà donc les deux poids et deux mesures...

Cela étant, le gouvernement libyen, qui a déjà repris le contrôle de la majeure partie du pays, a accepté l'injonction de l'ONU, a décrété unilatéralement un cessez-le-feu pour éviter les frappes annoncées et a appelé la Chine, la Turquie et Malte à dépêcher des observateurs. Mouammar Kadhafi a ainsi désamorcé la crise et coupé

l'herbe sous le pied des Occidentaux désireux de soutenir la rébellion, à commencer par la France qui avait parié un peu vite sur la chute du régime libyen et s'est trouvée en mauvaise posture lorsque celui-ci s'est révélé plus solide que prévu.

Mais la France est passée outre, invoquant la supposée fallaciosité des déclarations du gouvernement libyen, et est intervenue en frappant plusieurs cibles au sol sous le prétexte de « protéger des civils », appuyant de la sorte la contre-attaque des rebelles. En cela, la question qui se pose est de déterminer les motivations acharnées de la France à vouloir renverser Mouammar Kadhafi.

L'erreur stratégique commise par l'Élysée, en reconnaissant les rebelles comme nouveau gouvernement en Libye, peut expliquer que, dorénavant, la seule option pour Paris, soucieuse de maintenir son influence sur les ressources pétrolières libyennes, est de remplacer le gouvernement Kadhafi par les leaders de la rébellion qu'elle a soutenue. Et personne n'y perdrait au change, dans la mesure où Kadhafi ne s'est pas toujours montré aussi docile que l'Occident l'avait espéré.

Aussi, probablement, un nouveau gouvernement serait-il plus complaisant, constitué des ministres et diplomates qui, croyant le moment venu, ont retourné leur veste de ces derniers jours et appelé à la chute du « dictateur » qu'ils avaient pourtant si bien servi jusqu'à présent.

Mais attention, la partie n'est pas encore terminée : face à l'armée libyenne, puissamment équipée par l'industrie d'armement française, dont elle a fait les choux gras des années durant, les forces d'intervention étrangères pourraient bien y laisser des vies... Et cette résolution fumeuse, à présent qu'elle est suivie d'effets, risquerait d'entraîner la Libye dans le désordre dévastateur d'une guerre civile inextricable.

Pierre PICCININ

Professeur d'histoire et de sciences politiques

[Internationalnews](#)

[Le Grand Soir](#)

20 mars 2011

<http://www.un.org/News/fr-press/doc...>

Source: <http://www.legrandsoir.info/Libye-les-manipulations-de-la-gouvernance.html>

Manlio Dinucci : La grande armée de la « guerre humanitaire ».

[...]Comme l'a expliqué l'ex-chef d'Etat-major de l'aéronautique Leonardo Tricario, pour imposer la zone d'exclusion aérienne sur la Libye il faut neutraliser les défenses anti-aériennes ennemies. « Nous, nous avons cette capacité et elle est constituée par les chasseurs Tornado Ecr : nous l'avons fait au Kosovo et trois jours après plus aucun avion serbe ne volait ».

A cet effet les Tornado Ecr ont été redéployés de Piacenza à Trapani. C'est là qu'ont aussi été déplacés les Tornado Eds de Ghedi (Brescia) et les Eurofighter de Grosseto (Toscane) : des chasseurs bombardiers de combat aux énormes capacités destructives. Prêts à l'attaque aussi les chasseurs Amx d' Amendola (Foggia, région des Pouilles) et les Eurofighter de Gioia del Colle (Bari). S'y ajoutent les avions de chasse du porte-avions Garibaldi, déplacé lui aussi de Taranto à Augusta (Syracuse) et ceux du porte-avions Cavour arrivé dans la base sicilienne depuis La Spezia.

Les deux porte-avions sont flanqués des torpilleurs lance-missiles Andrea Doria et Mimbelli, de la frégate Euro, du patrouilleur Libra, des navires de combat amphibies San Marco et San Giorgio et d'autres navires de guerre.

Ce déploiement déjà considérable ne constitue qu'une petite partie de la force totale utilisée dans cette guerre contre la Libye. La guerre aérienne est composée des chasseurs français Rafale, les premiers qui ont attaqué en partant de la base de Saint Dizier, des Tornado britanniques déplacés dans le sud à faible distance de la Libye, des F-16 étasuniens d'Aviano (Frioul) où arrivent d'autres bombardiers, des F-16 belges et norvégiens déployés eux aussi au sud, à quoi s'ajoutent le Cf-18 canadiens. La force navale est tout aussi imposante.

Précisions sur l'ouverture de la chasse en pièce jointe et sur :

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23806>

Anne Morelli : Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou « l'affreux de service »).

extrait des Principes élémentaires de propagande de guerre

http://fr.wikipedia.org/wiki/Principes_%C3%A9l%C3%A9mentaires_de_propagande_de_guerre

« On ne peut haïr un groupe humain dans son ensemble, même présenté comme ennemi. Il est donc plus efficace de concentrer cette haine de l'ennemi sur le leader adverse.

L'ennemi aura ainsi un visage et ce visage sera bien évidemment odieux. »

« Le vainqueur se présentera toujours (voir Bush ou Blair récemment) comme un pacifiste épris de conciliation mais acculé par le camp adverse à la guerre.

Ce camp adverse est bien sûr dirigé par un fou, un monstre (Milosevic, Ben Laden, Saddam Hussein, ...) qui nous défie et dont il convient de débarrasser l'humanité. »

La première opération d'une campagne de démonisation consiste donc à réduire un pays à un seul homme. À faire donc comme si personne ne vivait en Irak, que seul Saddam Hussein, sa « redoutable » garde républicaine et ses « terribles » armes de destruction massive vivent là-bas. Personnaliser ainsi le conflit est très typique d'une certaine conception de l'histoire, qui serait faite par des « héros », l'œuvre des grands personnages. Conception de l'histoire qu'Anne Morelli refuse en écrivant inlassablement sur les « laissés pour compte » de l'histoire légitime. Cette vision est particulièrement idéaliste et

métaphysique en que l'histoire est le fruit des idées de ses « grand » hommes. À cette conception de l'histoire s'oppose un concept dialectique et matérialiste qui définit l'histoire en termes de rapports et de mouvements sociaux. Ainsi l'adversaire est qualifié de tous les maux possibles. Il en va de son physique à ses mœurs sexuelles. Ainsi, Le Vif-L'Express du 2 au 8 avril 1999 présente « L'effroyable Milosevic ». « Le Vif-L'Express ne site aucun discours écrit du « maître de Belgrade » mais par contre relève ses sautes d'humeur anormales, ses explosions de colère, malades et brutales : Quand il était en colère, son visage se tordait. Puis, instantanément, il recouvrait son sang-froid.

Anne Morelli

Principes élémentaires de propagande de guerre, (utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...) est un livre de Anne Morelli paru en 2001.

A relire d'urgence

Le comité de l'UA contre "toute intervention militaire".

Le comité de l'Union africaine (UA) sur la Libye rejette "toute *intervention militaire étrangère qu'elle qu'en soit la forme*", a déclaré samedi le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz à l'ouverture d'une réunion à Nouakchott des membres de ce comité.

La situation en Libye "exige une action urgente pour une solution africaine à la crise gravissime que traverse ce pays frère", a déclaré M. Ould Abdel Aziz. "Cette solution doit être conforme à notre attachement au respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Libye, ainsi qu'au rejet de toute intervention militaire étrangère qu'elle qu'en soit la forme", a-t-il ajouté.

Il a cependant reconnu qu'à la suite d'un vote jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'usage de la force en Libye et le sommet international de Paris où a été annoncé samedi le début de l'opération militaire, le comité devait, "de manière responsable et efficace, tenir compte dans (sa) démarche de cette évolution nouvelle".

"Nous devons mieux coordonner nos efforts avec tous nos partenaires et toutes les parties concernées pour aboutir à un règlement rapide de cette crise", a ajouté le chef de l'Etat mauritanien, un ancien général.

Des avions de chasse français ont procédé à quatre frappes aériennes au total samedi en Libye, détruisant plusieurs blindés des forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi.

Trois des cinq chefs d'Etat qui composent le comité de l'UA participent à la réunion de Nouakchott: outre M. Ould Abdel Aziz, il s'agit d'Amadou Toumani Touré (Mali) et Denis Sassou Nguesso (Congo). Jacob Zuma (Afrique du Sud) et Yoweri Museveni (Ouganda) y sont représentés par des ministres.

Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, participe également à la rencontre, ainsi que le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra.

Après leur réunion dans la capitale mauritanienne, les membres du comité doivent se rendre dimanche à Tripoli, selon le programme officiel de la rencontre.

NOUAKCHOTT -

L'Egypte envoie des armes pour aider les ... rebelles..

L'armée égyptienne a commencé à expédier des armes à la frontière libyenne aux rebelles, au sud de Washington, rapporte le Wall Street Journal de vendredi.

The Telegraph

18 mars 2011

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8390521/Libya-crisis-Egypt-shipping-arms-across-border-to-aid-rebels.html>

Citant des officiels US et libyens rebelles, les expéditions étaient, selon le journal, principalement des armes légères, comme des fusils d'assaut et des munitions.

Cela semble être le premier cas d'un armement des combattants rebelles par un gouvernement extérieur.

[avant ils se battaient à mains nues, tout le monde pouvait le constater - RM]

Les rebelles ont perdu du terrain depuis plusieurs jours face à l'avance des forces loyales à Mouammar Kadhafi.

Les rebelles ont toutefois été soutenus par l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU pour des frappes aériennes pour réduire les forces Col Kadhafi.

Les transferts d'armes égyptiennes ont commencé "il ya quelques jours" et se poursuivent, a déclaré un haut responsable US au journal.

The Telegraph

Paroles & action du président Obama

Déclaration de Barack Obama sur la Libye

Barack Obama : Bonjour, tout le monde. La secrétaire d'État et moi venons d'avoir un entretien consacré à la situation en Libye. Depuis quelques jours, mon équipe de la sécurité nationale travaille 24 heures sur 24 pour suivre le cours des événements et agir en coordination avec nos partenaires internationaux.

En premier lieu, nous faisons tout notre possible pour protéger les citoyens américains. C'est ma plus haute priorité. Nous exhortons nos ressortissants en Libye à quitter le pays, et le département d'État apporte son concours à ceux qui ont besoin d'aide. À cette occasion, je pense que tous les Américains doivent saluer le travail héroïque qui est accompli par les membres de notre service diplomatique et par tous les hommes et les femmes qui travaillent dans nos ambassades et nos consulats à travers le monde. Ils représentent la fine fleur de notre pays et de ses valeurs.

Depuis le début de cette période d'agitation et de soulèvements dans la région, les États-Unis appliquent un ensemble de principes fondamentaux qui guident leur stratégie. Ces principes s'appliquent à la situation en Libye. Comme je l'ai dit la semaine dernière, nous condamnons fermement le recours à la violence en Libye.

Le peuple américain offre ses sincères condoléances et toute sa sympathie aux familles et aux êtres chers de tous ceux qui ont été tués ou blessés. La souffrance et les effusions de sang sont révoltantes et elles sont inacceptables. Il en va de même des menaces et des ordres de tirer sur des manifestants pacifiques et de punir encore davantage le peuple libyen. De tels actes contreviennent aux normes internationales et à toute règle de comportement acceptable. Cette violence doit cesser.

Par ailleurs, les États-Unis appuient fermement les droits universels du peuple libyen, et notamment le droit qu'il a de se rassembler pacifiquement, de s'exprimer librement et de déterminer son avenir. Il s'agit de droits de l'homme. Ils ne sont pas négociables. On doit les respecter dans tous les pays et on ne saurait les dénier par la violence et la répression. Des habitants Benghazi (Libye) font le signe de la paix le 21 février 2011.

Dans une situation aussi volatile que celle-ci, il est impératif que les pays et les peuples du monde s'expriment d'une voix unanime, et c'est ce sur quoi nous faisons porter nos efforts. Hier, le Conseil de sécurité de l'ONU a envoyé un message clair et unanime qui condamne le recours à la violence en Libye, souligne l'obligation faite aux auteurs d'exactions de rendre des comptes et affirme sa solidarité avec le peuple libyen.

C'est d'ailleurs le discours que tiennent l'Union européenne, la Ligue arabe, l'Union africaine, l'Organisation de la conférence islamique et un grand nombre de pays. Du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, les voix s'élèvent pour condamner la répression et soutenir les droits du peuple libyen. J'ai aussi demandé à mon gouvernement de préparer toute la gamme des options dont nous disposons face à cette crise. Elles comprendront des mesures que nous pourrions prendre seuls, d'autres que nous coordonnerons avec nos alliés et partenaires ou que nous exécuterons par le biais d'institutions multilatérales.

Comme tout gouvernement, celui de la Libye a le devoir d'éviter la violence, de permettre à l'aide humanitaire de parvenir à ceux qui en ont besoin et de respecter les droits de son peuple. Il a des comptes à rendre pour ses manquements à ses responsabilités et des conséquences à payer pour ses violations continues des droits de l'homme.

Cette situation n'intéresse pas que les États-Unis. Le monde entier la suit, et nous coordonnerons notre aide et nos mesures de responsabilisation avec la communauté internationale. À cette fin, la secrétaire d'État Hillary Clinton et moi avons demandé à Bill Burns, notre sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, de faire un certain nombre d'escapes en Europe et dans la région pour intensifier notre concertation avec nos alliés et nos partenaires au sujet de la Libye.

J'ai également demandé à la secrétaire d'État de se rendre lundi à Genève, où un certain nombre de ministres des affaires étrangères se réuniront dans le cadre d'une séance du Conseil des droits de l'homme. Là, elle s'entretiendra avec ses homologues des événements de l'ensemble de la région et continuera de s'assurer que nous nous unissons à la communauté internationale pour ne parler que d'une seule voix au gouvernement et au peuple libyen.

Alors même que nous concentrons nos efforts sur la situation urgente en Libye, je voudrais dire aussi que nous continuons à réagir aux événements qui se déroulent ailleurs, notamment sur la manière dont la communauté internationale pourra appuyer le plus efficacement la transition à la démocratie tant en Tunisie qu'en Égypte.

Je tiens à le dire clairement : les changements qui se produisent de par la région sont dus par les peuples de la région. Ils ne sont pas l'œuvre des États-Unis, ni de toute autre puissance étrangère. Ils traduisent les aspirations des peuples à une vie meilleure.

Ainsi que l'a déclaré un Libyen, « nous voulons simplement vivre comme des êtres humains ». Oui, nous voulons tout simplement vivre comme des êtres humains. C'est la plus fondamentale des aspirations qui motive ces changements. Et tout au long de cette période de transition, les États-Unis ne cesseront de militer pour la liberté, de promouvoir la justice et de défendre la dignité de tous les peuples.

Barack Obama

Président des États-Unis d'Amérique.

23 FEVRIER 2011

<http://www.voltairenet.org/article168677.html>

Politique Libyenne

Les grandes manœuvres

Cessez-le-feu: Tripoli a demandé à Ban l'envoi d'observateurs.

La Libye a demandé au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon l'envoi d'observateurs, après le cessez-le-feu déclaré vendredi par Tripoli, a indiqué samedi le ministre libyen des Affaires étrangères, Moussa Koussa.

"Nous avons annoncé un cessez-le-feu, preuve que la Libye a répondu positivement aux décisions de l'ONU", a déclaré M. Moussa lors d'une conférence de presse à Tripoli.

"Et pour prouver notre crédibilité, nous avons demandé au secrétaire général de l'ONU l'envoi d'observateurs internationaux", a-t-il ajouté.

"Nous avons aussi souligné notre engagement de respecter la résolution 1973 de l'ONU dans des messages adressés au secrétaire général de l'ONU et aux membres du Conseil de sécurité".

"Ainsi, la Libye a rempli tous ses engagements envers la communauté internationale", a poursuivi M. Koussa.

AFP / 19 mars

La Libye invite la Turquie et Malte à contrôler le cessez-le-feu.

Les autorités libyennes ont invité vendredi la Turquie et Malte à contrôler la mise en application du cessez-le-feu dans le conflit qui oppose les forces armées aux insurgés, ont annoncé les médias internationaux.

Le chef de la diplomatie libyenne, Moussa Koussa, a annoncé vendredi que les autorités du pays allaient suspendre les opérations militaires contre les rebelles en réponse à la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu qui prévoit la possibilité d'une intervention militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi.

18 mars - RIA Novosti

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

1-1 Décodage de 25 techniques de désinformation.

Voici quelques techniques courantes utilisées par différents organes de pouvoir – publics ou privés – cherchant à occulter des vérités qui dérangent. Il est utile de garder ces concepts à l'esprit lors de la lecture d'informations relatives à des sujets controversés (ils sont nombreux) ... pour autant, règle n°1, que vous sachiez même qu'ils le sont.

Faites le test. Vous serez sans doute surpris de constater à quel point ces procédés percolent au travers de nombre de propos tenus par des instances officielles, des « experts » et par extension de nombreux médias.

Technique n°1 : Évitement

Ne pas écouter la controverse, ne pas la voir, ne pas en parler. Si elle n'est pas rapportée, elle n'existe pas et il n'y a pas lieu de s'en occuper.

Technique n°2 : Superficialité

N'aborder la controverse qu'en périphérie, sur des points mineurs voire pittoresques. Eviter soigneusement les points clés de l'argumentation.

Technique n°3 : Indignation

Rejeter le sujet de façon indignée ("jamais une chose pareille ne serait possible"). Jouer sur le sentiment d'incrédulité ("il y aurait eu des fuites", "ça se saurait", ...)

Technique n°4 : Rumeur

Considérer la controverse comme une rumeur de plus, sans fondements, quels que soient les arguments présentés.

Technique n°5 : Homme de paille

Présenter la position de son adversaire de façon volontairement erronée, en sélectionnant son argument le plus faible, en amplifiant sa portée puis en le détruisant.

Technique n°6 : Messenger

Décrédibiliser le porteur du message. Par extension, associer les opposants à des dénominations impopulaires telles que « excentrique », « extrême-droite », « gauchiste », «

terroriste », « conspirationniste », « radical », « fanatique », ou même « blonde » etc...

Technique n°7 : Biais

Exacerber tous les faits qui pourraient donner à penser que l'opposant opère en dissimulant ses véritables intentions ou est sujet à tout autre forme de biais.

Technique n°8 : Confusion

Quelque soit le niveau de la polémique mais sans y faire référence, confirmer la thèse officielle par un communiqué laconique sur une nouvelle étude favorable et rassurante.

Technique n°9 : Autorité

S'associer à l'autorité (organismes internationaux etc.) et présenter ses arguments avec suffisamment de jargon, de détails techniques et de sources pour les crédibiliser.

Technique n°10 : Innocence

Faire l'innocent. Quelle que soit la solidité des arguments de l'opposant, éviter la discussion en leur contestant toute crédibilité, toute existence de preuves, toute logique ou tout sens.

Mélanger le tout pour un maximum d'efficacité.

Technique n°11 : Amalgame

Associer les charges de l'opposant à des charges farfelues facilement réfutables, qu'elles soient antérieures ou le fait d'autres opposants. En y étant associées, les charges subséquentes, quelle que soit leur validité, sont alors beaucoup plus facilement discréditées.

Technique n°12 : Diviser

Diviser pour mieux régner et par extension mettre l'accent sur les différences entre les différents courants des opposants et l'impression de chaos que cela procure.

Technique n°13 : Pseudo-débat

Présenter la version de l'opposant en premier lieu puis démentir par une succession de déclarations issues de sources faisant apparemment autorité.

Technique n°14 : Confession

Admettre avec candeur que des manquements (mineurs) ont été identifiés et que des solutions ont été apportées. Les opposants cependant en ont tiré parti pour gonfler la controverse et tenter de démontrer ce qui n'existe pas.

Technique n°15 : Édulcorer

Utiliser des termes techniques sans contenu émotif pour décrire le problème.

Technique n°16 : Énigme

Les énigmes n'ont pas de solution. Étant donné la multitude des paramètres, des intervenants et de leurs interactions, le sujet est bien trop complexe pour ne pouvoir être jamais résolu. Une technique couramment utilisée pour décourager ceux qui cherchent à suivre...

Technique n°17 : Solution complète

Éviter le problème en exigeant de l'opposant qu'il fournisse une solution complète à la résolution de la controverse.

Technique n° 18 : Omission

Omettre des preuves, des publications ou des témoignages contraires. S'ils n'existent pas, ce ne sont pas des faits, et le sujet ne doit pas être couvert.

Technique n°19 : Sang froid

Amener l'opposant à argumenter dans une position difficile et jouer sur sa perte de sang froid pour le discrédibiliser.

Technique n°20 : Expertise

"You don't bite the hand that feeds you", disent les Anglais. Créer son propre groupe d'experts et le financer directement ou indirectement.

Technique n°21 : Preuve impossible

Ignorer les preuves présentées par l'opposant comme étant non pertinentes et lui demander des preuves inaccessibles, que ce soit matériellement (non disponibles ou soustraites au regard du public), techniquement (années de recherche) ou financièrement.

Technique n° 22 : Déni

Dénier toute crédibilité ou être extrêmement critique vis à vis de publications, de témoignages ou même de propos officiels d'organes de pouvoir, en les désignant comme des « sources non valides » ou « des éléments sortis de leur contexte ».

Technique n°23 : Fausse preuve

Introduire des éléments contradictoires par rapport à l'argument de l'opposant, au besoin en fabriquant de fausses preuves, par exemple sous la forme d'études scientifiques au protocole particulièrement étudié.

Technique n°24 : Grand Jury

Organiser un grand jury ou des états généraux avec tous les atouts de la consultation la plus large et la plus ouverte qui soient. Neutraliser ensuite les sujets qui fâchent et présenter le rapport final comme étant l'état du consensus général.

Technique n°25 : Diversion et distraction

Créer l'évènement ailleurs pour distraire et écarter l'attention du public.

<http://www.lacausedupeuple.com/documentaires/2008/09/26/desinformation-orwell-se-retourne-sa-tombe>

1-2 La presse tunisienne et algérienne critique l'intervention en Libye.

Les journaux arabes consacraient leurs une dimanche aux frappes occidentales en Libye, mais étaient divisés sur leur opportunité...

Certains titres y voyant une opération « impérialiste » occidentale, d'autres jugeant essentiel d'arrêter Mouammar Kadhafi.

Pour la presse tunisienne : « une menace pour la région »

En Tunisie, théâtre d'une révolution en décembre-janvier, la presse prononce un verdict dur contre les bombardements aériens lancés samedi et approuvés par l'ONU jeudi, estimant que ceux-ci pouvaient plonger le Maghreb et le Moyen-Orient dans l'instabilité.

Cette action représente « une menace pour la région », risquant d'en faire une « zone de tension et une base avancée pour les forces impérialistes », estime le journal privé Achourouk.

Le quotidien juge même que l'arrivée des Occidentaux « va souiller la bataille du peuple libyen contre la junte corrompue » de Kadhafi.

Pour le journal Essabah, cette intervention militaire est alimentée par le pétrole libyen qui aiguise les appétits occidentaux. Une analyse que partage le principal quotidien algérien El Khabar dans un éditorial intitulé « Quand le pétrole se mélange au sang libyen ». « La vraie guerre est celle du pétrole. Le peuple libyen n'a rien à y faire », martèle-t-il.

L'Algérie parle « d'une guerre pour le pétrole »

El Watan moque de son côté les Occidentaux qui donnent la leçon à Kadhafi mais oublie « monarques, princes, roitelets et présidents à vie (ou à mort) qui humilient leurs peuples », en allusion à la répression de la contestation au Bahreïn et au Yémen, où l'Europe et les Etats-Unis se gardent d'intervenir.

Toujours en Algérie, Le Soir prend à contre-pied ces positions dans une « Lettre aux vierges qui crient au nouvel impérialisme et au néo-colonialisme », soulignant que Kadhafi réprime dans le sang depuis plus d'un mois une insurrection populaire.

« Fallait-il pour être un bon Arabe, un bon musulman, attendre en silence que le dernier habitant de Benghazi (le fief des rebelles libyens, ndlr) soit exposé aux (missiles) Katioucha ou au gaz sous prétexte que les Occidentaux veulent recomposer la région ? », feint de s'interroger le journal.

Aux Emirats arabes unis, la presse est partagée

Aux Emirats arabes unis, le Gulf news milite de son côté avec ferveur pour les bombardements en Libye, titrant « Le monde a commencé à agir contre Kadhafi ».

Dans un éditorial publié sur son site internet quelques heures avant le début des frappes, celles-ci étant intervenues après le bouclage des éditions des journaux du Golfe, le quotidien insistait déjà sur la nécessité d'arrêter les forces de Tripoli « aujourd'hui, pas demain ».

« Tout retard serait inacceptable », martèle l'auteur, « le dirigeant libyen et toute personne continuant de se battre pour lui doit voir que la communauté internationale se mobilise pour répondre à ses crimes contre l'humanité ».

En Israël, les bombardements étrangers ne font pas non plus l'unanimité. Le quotidien populaire Yediot Aharonot se félicite que « le monde ait arrêté de se taire » et souligne que le président américain Barack Obama a annoncé que la communauté internationale ne garderait plus le silence lorsque « un tyran massacre ses compatriotes ».

Mais Maariv relève qu'il est désormais difficile de prévoir l'issue des violences en Libye : « les frappes aériennes risquent de prolonger le conflit et d'entraîner en fin de compte une intervention militaire plus grave ».

(Dimanche, 20 mars 2011 - Avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article3777>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 La Ligue arabe critique les frappes de la coalition.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a critiqué les frappes aériennes et maritimes de la coalition sur la Libye en déclarant qu'elles dépassaient le cadre des objectifs proclamés, s'agissant de protéger la population civile, annoncent dimanche les médias arabes.

"Ce qui s'est passé en Libye diffère du but qui est d'imposer une zone d'exclusion aérienne, et ce que nous voulons c'est la protection des civils et pas le bombardement d'autres civils", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au Caire.

Il a également annoncé son intention de convoquer une réunion d'urgence du Conseil de la Ligue arabe afin de discuter de la situation dans les pays arabes, notamment en Libye et au Yémen.

Lors d'une réunion précédente au Caire, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Ligue arabe ont appelé l'Onu à instaurer en Libye une zone d'exclusion aérienne.

Jeudi 17 mars, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté une résolution permettant un recours à la force pour protéger la population libyenne des troupes du colonel Mouammar Kadhafi. Une opération militaire a été lancée samedi par la coalition des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et le Canada. Les premières frappes ont été portées par les chasseurs français. 110 missiles de croisières ont été tirés par la coalition dans la nuit du samedi au dimanche.

Selon les médias officiels libyens, la coalition a frappé des cites civils dans les villes les plus importantes du pays, notamment à Tripoli, Benghazi et Zouara, ainsi que les dépôts de pétrole à Misrata. La télévision libyenne a également annoncé la mort de 50 civils dont les enfants, les femmes et les personnes âgées.

20 mars - RIA Novosti

2-2 Moscou appelle la coalition à cesser le recours à la force non-sélectif.

La Russie exhorte les pays de la coalition occidentale de cesser de recourir à la force d'une manière *"non-sélective"* en Libye, lit-on dans une déclaration du porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch, publiée dimanche sur le site du ministère.

"Selon les informations, lors des attaques aériennes, des frappes ont été effectuées, notamment sur des sites non-militaires à Tripoli, Tarhuna, Maâmura", indique le document.

Ces frappes "ont fait 48 morts et plus de 150 blessés parmi les civils. Un centre cardiologique a été partiellement détruit, des routes et des ponts ont été endommagés", poursuit le document.

«Nous appelons dès lors les pays impliqués à cesser le recours non sélectif à la force», a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

20 mars - RIA Novosti

2-3 Nicolas Maury : Hugo Chavez juge "irresponsable" l'intervention armée contre la Libye.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a jugé *"irresponsable"* l'intervention armée internationale lancée samedi contre la Libye, qui vise selon lui à s'emparer du pétrole libyen, et il a réclamé qu'un cessez-le-feu soit instauré. Dans une déclaration télévisée, M. Chavez a condamné *"l'action militaire des alliés contre la Libye"*, qui constitue *"une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays"*. *"Nous exigeons (que soit instauré) un cessez-le-feu effectif et que l'on reprenne le chemin de la paix en Afrique du Nord"*, a déclaré M. Chavez.

"L'action militaire des alliés contre la Libye a commencé. C'est profondément regrettable. Quelle irresponsabilité! Et derrière cela, la main des Etats-Unis et de leurs alliés européens", a commenté le président vénézuélien. *"Il est lamentable que l'ONU se prête à avaliser cette guerre"*, mais *"la main de l'Empire s'est imposée"*, a-t-il déclaré, se référant aux Etats-Unis. *"Ils veulent s'emparer du pétrole de Libye"*, a-t-il dit.

M. Chavez a déploré que la proposition de médiation de paix internationale que le Venezuela avait faite il y a quelques jours n'ait pas été acceptée.

Samedi 19 Mars 2011

Le blog de Nicolas Maury

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Roland Marounek : La France viole la résolution des Nations Unies...

En admettant même que cette résolution obtenue par les pressions usuelles ait une quelconque légitimité au regard de la propre Charte des Nations-Unies, elle ne fait après tout qu'"exiger un cessez-le-feu immédiat et la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile". Pas de bombarder à tout prix la Libye.

Le gouvernement libyen annonce un cessez-le-feu, et déclare le respecter, - mais déclare répondre aux attaques des troupes rebelles. Vrai, faux, peut-être... les menteurs ne sont pas toujours du côté que l'on désigne, on devrait au moins avoir cette mémoire élémentaire, et les forces rebelles ont un intérêt évident à ce que "la Communauté Internationale" (ici France, GB, USA) bombarde les forces gouvernementales. Donc les croire sur parole est pour le moins délicat.

La seule façon finalement de savoir quel côté viole le cessez-le-feu, c'est d'avoir des observateurs indépendants. Ben ça tombe bien, la Libye demande à l'ONU l'envoi de tels observateurs! Pour quelles mauvaises raisons les refuserait-on?

La France en déclarant fièrement avoir bombardé l'armée libyenne sans avoir la preuve que les forces gouvernementales n'ont pas respecté le cessez-le-feu, violent leur propre résolution douteuse.

Mais bien entendu tout le monde s'en fout.

Comme le fait que la résolution précédente imposant un embargo sur les armes à la Libye soit ouvertement violée par l'Égypte, ça n'a aucun intérêt

March 19

[Roland Marounek](#)

3-2 Felicity Arbuthnot : L'hypocrisie et la trahison de l'ONU : le cas de la Libye.

(Dissident Voice)

Le bombardement de la Libye va commencer le jour - ou à un jour près - du huitième anniversaire du début de la destruction de l'Irak, le 19 mars, en Europe. La Libye aussi va être détruite - ses écoles, son système éducatif, son eau, ses infrastructures, ses hôpitaux, ses buildings municipaux. il y aura de nombreuses "*erreurs tragiques*" et autres "*dommages collatéraux*" de mères, pères, enfants, bébés, grands-parents, écoles pour les sourds et muets, etc... etc... Et les merveilleuses ruines Romaines et des ruines encore plus anciennes qui sont révérees depuis si longtemps par tant de gens continueront à l'être à travers tous les remous de l'histoire pendant que l'Irak, son histoire et son humanité, pendant que l'Irak dis-je et l'Afghanistan auront disparus pour toujours.

Les infrastructures vont être détruites. l'embargo restera en place ; et rendra la reconstruction impossible. L'Angleterre, la France et les USA décideront que le pays a besoin d'être "*stabilisé*", qu'il faut "*l'aider à reconstruire*". Ils arriveront et prendront la direction des installations et des champs de pétrole ; au début les Libyens seront un problème accessoire puis ils deviendront vite "*l'ennemi*" des "*insurgés*", on leur tirera dessus, ils seront emprisonnés, torturés, victimes de toutes sortes d'abus -et un "*gouvernement*" fantoche ami des USA sera mis en place.

Les envahisseurs accorderont à leurs firmes des contrats pour la reconstruction, l'argent -qui sera sans doute prélevée sans compter sur les actifs gelés- disparaîtra et le pays restera largement en ruines. Et ceux qui applaudissent de toute leurs forces, comme pour l'Irak, vont se mettre à courir d'un station de télévision ou de radio à une autre, à Londres, en Europe et aux USA, avant de retourner dans leurs maisons bien protégées et de retrouver la sécurité de leurs emplois bien payés en Europe, Grande Bretagne et USA, certains qu'aucune bombe ne risque de leur tomber sur la tête. Leurs enfants ne seront pas pris de tremblements incontrôlables et ne feront pas dans leurs culottes de terreur en entendant s'approcher les avions.

Que dire de cet "*effroi et stupeur*" qui attend la Libye ? Honte sur la France, honte sur l'Angleterre, les USA et sur l'ONU qui prétend : "*.... protéger les générations suivantes du fléau de la guerre*". Les noms de ces pays et de l'ONU seront inscrits avec le sang de leurs victimes : chaque corps brisé, chaque enfant estropié ou réduit en bouillie, chaque veuve, veuf ou orphelin, sur chacune de leurs tombes.

Et on répétera aux peuples respectifs de ces agresseurs meurtriers, cyniques et avides, qu'on apportait la démocratie, qu'on libérait la Libye d'un tyran, d'un "*nouvel Hitler*", du "*boucher de Bengazi*".

Les pays qui se sont acoquinés ces jours derniers pour renverser un gouvernement souverain ont à nouveau commis sans doute le crime décrit par le tribunal de Nuremberg comme "*..... le crime international suprême, qui diffère des autres crimes de guerre en ce qu'il comprend tous les maux qui s'ensuivent*" en complotant pour renverser un gouvernement souverain, avec une apparence de légalité obtenue en tordant le bras de l'ONU. On connaît déjà tout ça.

Avec le temps nous apprendrons qui a intrigué, soudoyé, déstabilisé et sans doute que peu de gens seront surpris de ce qu'ils découvriront. Mais il sera trop tard, la Libye sera depuis longtemps détruite et sa population éperdue se sera enfuie ou aura été déplacée.

Quand on a à faire aux "*libérateurs*" habituels, il faut faire attention à ce qu'on dit. Dans six mois à peu près, la plupart des Libyens, regretteront amèrement les 40 dernières années de pouvoir quelles que furent ses imperfections.

Felicity Arbuthnot

Felicity Arbuthnot est une journaliste spécialiste de l'Irak. Coauteur avec Nikki van der Gaag, de la série Baghdad in the Great City pour le World Almanac books, elle a aussi dirigé des recherches pour deux documentaires qui ont reçu des prix sur l'Irak : John Pilger's Paying the Price : Killing the Children of Iraq et Denis Halliday Returns for RTE (Ireland.)

Felicity Arbuthnot

20 mars 2011

pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2011/03/libya-hypocrisy-and-betrayal-by-the-united-nations/>

Traduction : D. Muselet

<http://www.legrandsoir.info/L-hypocrisie-et-la-trahison-de-l-ONU-le-cas-de-la-Libye-Dissident-Voice.html>

3-3 Thierry Meyssan :: Guerre en Libye Washington regarde se lever « l'aube de l'odyssée » africaine.

Les frappes françaises sur la Libye ne sont pas une opération française, mais une sous-traitance de l'opération *Odyssey Dawn* placée sous l'autorité de l'US AfriCom. Elles n'ont pas pour objet de secourir les populations civiles libyennes, mais elles prétextent de la situation pour ouvrir la voie au débarquement des forces états-uniennes sur le continent noir, observe Thierry Meyssan.

Au sommet de Londres du 2 novembre 2010, la France a décidé de faire Défense commune avec les Britanniques, qui dépendent des Etats-Unis.

Ce sont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis qui ont proposé au Conseil de sécurité des Nations Unies le texte adopté en tant que résolution 1793, instituant une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye.

Cette initiative doit se comprendre de deux manières :

Premièrement, Barack Obama ne souhaitait pas endosser vis-à-vis de son opinion publique intérieure une troisième guerre dans le monde musulman, après celles dans lesquelles son pays est embourbé, en Afghanistan et en Irak. Washington a donc préféré déléguer cette opération à ses alliés.

Deuxièmement, Nicolas Sarkozy—qui représente les intérêts états-uniens partisans de la « *relation spéciale* » entre Londres et Washington— s'est efforcé prioritairement depuis le début de son mandat de rapprocher les défenses françaises et britanniques. Il y est parvenu avec les accords de défense du 2 novembre 2010 et trouve dans la crise libyenne l'occasion d'une action commune.

Avec le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, voté le 17 mars 2009 et acté au sommet de Strasbourg-Kehl, les 3-4 avril 2009, Nicolas Sarkozy a renoncé au principe d'une défense française indépendante.

Avec le Traité de Lisbonne, dont il revendique être l'un des principaux artisans, il avait déjà contraint l'Union européenne à renoncer à toute défense indépendante et à s'en remettre définitivement à l'OTAN.

Sa politique marque le triomphe, avec un demi-siècle de retard, du principe de la CED, jadis combattu par les gaullistes et les communistes.

Sous le prétexte de réaliser des économies d'échelle en période de crise, David Cameron et Nicolas Sarkozy ont liquidé les derniers acquis du front nationaliste gaullo-communiste et signé deux traités.

Le premier prévoit une coopération accrue ainsi que le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements, dont les porte-avions. Surtout, il institue une force expéditionnaire interarmées conjointe, mais non permanente, composée de 3 000 à 3 500 hommes, susceptible d'être déployée, avec préavis, pour des opérations militaires bilatérales de l'OTAN, de l'Union européenne ou des Nations Unies.

Le second initie des projets industriels et de recherche-développement. Surtout, il prévoit la mise en commun de technologies en matière d'essais nucléaires en laboratoire. Ce qui implique que la force de dissuasion nucléaire française ne sera plus indépendante —tandis que la force de dissuasion britannique est sous contrôle états-unien—.

Pour concrétiser la force expéditionnaire franco-britannique, les ministres compétents des deux pays, Liam Fox et Alain Juppé (ministre de la Défense du 14 novembre 2010 au 27 février 2011) ont planifié un vaste exercice aérien commun qui devait se dérouler du 21 au 25 mars 2011, sous la dénomination *Southern Mistral*.

L'étrange logo du commandement des opérations aériennes. Le rétiaire ne protège pas l'oiseau de la liberté, mais le fait prisonnier dans son filet.

Il devait comporter « *des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operations) et un raid spécifique (Southern Storm) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. Plus de 500 personnes seront mobilisées pour cet exercice bilatéral* », indique le site internet dédié édité par le Commandement de la Défense aérienne et des Opérations aériennes, « [Southern Mistral](#) ».

« *Six avions Tornado GR4, un ravitailleur Vickers VC-10 et un Boeing E3D seront mobilisés aux côtés des Mirage 2000D, 2000N et 2000C de l'Armée de l'air française qui engagera une trentaine d'aéronefs incluant hélicoptères, Boeings ravitailleurs et avions radar Awacs (...)*

Simultanément, le Commando Parachutiste Air 20 (CPA20) accueillera à Dijon un de ses homologues britanniques, le RAF Regiment et s'entraînera à la mission de protection des bases aériennes en théâtre opérationnel telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée en Afghanistan.

Par ailleurs, des membres du RAF Regiment seront entraînés à la pratique des mesures de sécurité aérienne à partir d'hélicoptères. Ces procédures particulières sont appliquées au quotidien par les hélicoptères "sûreté aérienne" de l'armée de l'air afin de pouvoir intervenir contre les aéronefs se déplaçant à faible vitesse », poursuit le communiqué officiel.

Cet exercice devait être dirigé par les généraux Desclaux et de Longvilliers (France), l'air marshall Garwood et l'air commodore Maas (Royaume-Uni).

Hasard ou préméditation ? Quoi qu'il en soit, c'est une opération réelle et non un exercice qui a été lancée le 19 mars 2011 en application de la résolution 1793 du Conseil de sécurité. Seuls la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis y ont participé le premier jour. En attendant la participation d'autres Etats membres de l'OTAN et la constitution d'un commandement de coalition, toutes les opérations —y compris françaises— sont coordonnées depuis l'AfriCom, basé à Stuttgart (Allemagne) par le général états-unien Carter Ham. Les forces navales —y compris les bâtiments italiens et canadiens qui rejoignent la zone— et le commandement tactique sont placés sous l'autorité de l'amiral états-unien Samuel J. Locklear, embarqué sur l'USS Mount Whitney. Tout cela conformément à la planification préalable de l'OTAN [1]. On est donc bien loin du bla-bla officiel sur l'initiative française, mais dans la logique décrite plus haut de vassalisation des forces.

Le volet français de l'opération a été dénommé *Harmattan*, mot qui désigne ce « *Mistral du Sud* » qui balaye l'Afrique occidentale.

Le volet britannique s'appelle *Operation Ellamy*.

Mais le volet US est dénommée *Odyssey Dawn*, afin que chacun comprenne qu'il marque l'aube d'une odyssée états-unienne en Afrique [2]. Il importe ici de noter que, contrairement aux discours lénifiants et mensongers des leaders atlantistes, la résolution 1793 est rédigée en termes si flous qu'elle peut autoriser le débarquement de troupes coloniales en Libye. En effet, l'interdiction « *déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen* » ne s'applique pas à la création de la zone d'exclusion aérienne, mais uniquement aux opérations de protection civile (§ 4). Ce point a été soulevé par les ambassadeurs de Russie et de Chine au Conseil de sécurité et n'a pas trouvé de réponse, en conséquence de quoi, ils se sont abstenus durant le vote [3]

Lors du point de presse du Pentagone, le 19 mars, le vice-amiral Gortney a expliqué que les tirs de missiles US visaient à façonner le théâtre d'opération dans lequel les alliés devraient combattre.

Pour ce premier jour de *Harmattan*, les forces françaises ont déployé les appareils qui devaient être utilisés dans l'exercice *Southern Mistral* ainsi que deux frégates anti-aériennes et de défense aérienne (le *Jean Bart* et le *Forbin*) positionnées au large de la Libye. Elles auraient détruit quatre blindés. De leur côté, les forces anglo-saxonnes ont utilisé un sous-marin britannique de la classe Trafalgar et onze bâtiments états-unis —dont deux destroyers (le *Stout* et le *Barry*) et trois sous-marins (le *Providence*, le *Florida*, et le *Scranton*)— pour tirer 110 missiles guidés Tomahawk.

Cette opération militaire pourrait durer si les forces libyennes opposent une résistance. Quoi qu'il en soit, la logique adoptée devrait conduire à la situation qui avait prévalu en Irak entre *Tempête du désert* et *Iraqi Freedom* : une partition *de facto* du pays entre loyalistes et rebelles.

[Thierry Meyssan*](#)

3-4 Canaille-le-rouge : Le va -t-en guerre s'éclate, les bombes aussi...

Et en plus, bombarder l'Afrique du nord un 19 mars...de quoi révolter tous les anticolonialistes.

Un signe de plus aux ex OAS qui grouillent dans les coursives du FN ?

Un jour cet homme devra rendre des comptes.

Ceux qui ne l'ont pas condamné seront complices.

Souhaitons simplement que ce n'est pas que pour se sortir d'une situation inextricable au plan intérieur que celui qui vient allégrement de se passer de toute légitimité institutionnelle décide aujourd'hui d'engager notre pays dans une dramatique aventure aux retombées possibles jusque sur le territoire national que la constitution lui ordonne de préserver.

Il devra, avec son gouvernement et son premier cercle intéressé, rendre compte de toutes les victimes "collatérales" en Libye comme en France.

Souhaitons qu'il n'ait pas eu le machiavélisme d'escompter ces conséquences pour légitimer ensuite des solutions lui permettant d'échapper au verdict populaire ou tenter de corseter le débat au nom de la situation.

L'état de crise ou de guerre voulu par lui serait trop facile pour que décrété par lui, il lui permette de mettre les libertés démocratiques entre parenthèse à l'image de Napoléon III cherchant à titiller Bismarck pour éviter la crise qui le chasserait du pouvoir.

En attendant la France depuis cet après midi est en première ligne d'une agression qui cherche à chasser son Kadhafi d'ami comme les USA on éliminé leurs anciens agents au Panama ou en Irak.

Pourquoi accueillir avec faste et proposer il y a encore moins d'un an armes et centrales nucléaires celui qu'il annonce vouloir renverser ?

Pourquoi faire semblant de le combattre aujourd'hui si ce n'est pour déplacer le champ de bataille idéologique là où le paon risque moins de se voir brûler la roue.

Ceux de la basse-cour qui caquettent à ses côtés sont aussi responsables. Quant au courage de ceux qui se pelotonnent en silence dans le nichoir, ils sont méprisables.

La non saisine du parlement et des outils constitutionnels traduit un retour aux pratiques de l'union sacrée par tous ceux qui se taisent.

Très modestement, mais indigné et appelant à partager et faire connaître la houle montante du refus de cette sinistre aventure, La Canaille ne se taira pas.

C le R 19/03/2011

<http://canaille-le-rouge.over-blog.com:80/article-le-vaten-gueer-s-eclate-les-bombes-aussi-69704524.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Maurizio Matteuzzi : Pas qu'une zone d'exclusion aérienne : feu vert à la nouvelle guerre humanitaire.

(Le titre de l'article écrit avant la résolution du Conseil de sécurité, avait, dans il manifesto, un point d'interrogation ; l'annonce faite cette nuit par ce même Conseil consent, en respectant l'esprit de l'article, à l'effacer, NDT)

Le vote au Palais de verre était annoncé vers 11h hier soir, trop tard pour nous qui écrivons.

Mais, dans l'après-midi, tout laissait penser que la résolution présentée au Conseil de sécurité par la France, l'Angleterre et le Liban pour l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne sur la Libye allait passer. Et, comme l'a dit le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé, les opérations militaires pourraient commencer « d'ici quelques heures ». L'OTAN aussi, par son secrétaire Rasmussen, s'est dit prêt et convaincu, qu'« il n'est pas trop tard pour une intervention en Libye », nécessaire parce qu'« une victoire de Kadhafi démontrerait que la violence paye ».

Hier après-midi (heure italienne), l'ambassadeur français à l'ONU, Gérard Araud, se montrait très optimiste et certain que la résolution allait passer au Conseil de sécurité, fût-ce sans l'unanimité : « il y aura des surprises ». Des rumeurs au Palais de verre new-yorkais colportaient que la Russie et la Chine, qui ont un pouvoir de veto et s'étaient jusque là dites opposées à toute intervention militaire contre la Libye, plutôt que d'utiliser leur veto auraient pu s'abstenir en permettant ainsi à la résolution de passer, dans le cas où elle obtiendrait 9 voix sur 15. D'autres affirmaient que l'Inde allait s'abstenir ou voter non. La position du Portugal et de l'Allemagne n'étaient pas encore claire : ces derniers jours ils avaient souligné qu'ils préféreraient un durcissement des sanctions plutôt qu'une opération militaire. De tous les autres pays membres du Conseil, on s'attendait au feu vert et à au moins 10 oui.

Et en avant, on fait chauffer les moteurs et on part pour la Libye. Et pour une autre belle « guerre humanitaire » de l'Occident, après l'Irak (deux fois), la Serbie, la Somalie et l'Afghanistan.

Car il est inutile de se cacher derrière la feuille de vigne humanitaire. Il ne s'agit pas que d'une action d'interdiction -« no fly zone- mais d'une véritable guerre, et déclarée.

De fait, selon l'ébauche de résolution lue par le ministre des affaires étrangères britannique William Hague, le texte impose « le cessez-le-feu immédiat, la fin complète de la violence, l'interdiction de tous les vols dans l'espace aérien libyen à l'exception des vols humanitaires » : avec l'interdiction concomitante pour les avions libyens de décoller, atterrir ou survoler le territoire de tout autre Etat membre de l'ONU (donc pratiquement du monde entier). Ce n'est pas tout. L'ébauche de résolution prévoit aussi, a rappelé Hague, l'adoption de « toutes les mesures nécessaires exceptée une force d'occupation », naturellement avec le noble motif de « protéger les civils ». Si Juppé et Hague, Sarkozy et Cameron, la France et l'Angleterre, sont les plus fervents dans le soutien d'une action militaire contre la Libye, (de nouveau ensemble comme en 1956 quand ils intervinrent de concert avec Israël contre l'Egypte de Nasser), les développements de ces dernières heures ont été déterminés par ce

que l'agence Reuter définit comme « le rapide changement de ton » des USA. Jusqu'ici, il semblait que l'administration étasunienne fût très prudente et peu encline à une nouvelle aventure militaire dans une zone aussi explosive que l'Afrique du Nord arabo-musulmane (et pétrolière) ; en particulier dans une phase où les Etats-Unis sont déjà engagés lourdement (et avec peu de perspectives de victoire ou de désengagement à brève échéance) sur des théâtres de guerre ouverte comme l'Afghanistan et l'Irak, puis, maintenant sur le théâtre d'une immense catastrophe naturelle comme le Japon. L'administration, disait-on, était divisée entre, d'un côté, Obama et le Pentagone avec son ministre Robert Gates réticents à l'action militaire directe, et de l'autre le Département d'Etat et son chef Hillary Clinton (appuyée aussi par son mari Bill), favorables eux à l'intervention. A la fin, à ce qu'il semble, les époux Clinton l'ont emporté. Et hier le sous-secrétaire d'Etat William Burns a dit que les USA voulaient une résolution ONU qui permette non seulement la zone d'exclusion aérienne mais aussi des raids aériens contre « les tanks et l'artillerie lourde libyens » et l'usage « de toutes les méthodes à l'exception d'une force d'occupation sur le terrain » (« no boots on the ground », a dit Burns).

L'objectif est de protéger les civils libyens de la violence de Kadhafi (et des probables « atrocités » qui selon Human Rights Watch suivraient la reconquête aussi de Bengazi) et, comme l'a précisé le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carey, « d'aller vers une situation où Kadhafi ne soit plus au pouvoir ». En clair vers un de ces nombreux régimes de transition dans lesquels se sont engagés les USA, non seulement ceux de Bush mais aussi ceux d'Obama (se souvient-on du marginal Honduras ?).

Une des conditions posées par Washington pour le « tournant rapide » était l'engagement direct « des Arabes » dans la guerre humanitaire anti-Kadhafi. Qui, avec la demande de zone d'exclusion aérienne venue et de la Ligue Arabe et du Conseil de coopération du Golfe, n'allaient pas s'imaginer qu'ils pouvaient s'en laver les mains. Sitôt dit sitôt fait. Hier est arrivée la confirmation que « peut-être » au moins le Qatar et les Emirats arabes unis, et « peut-être » aussi la « démocratique » Jordanie du roi Abdallah sont prêts à y participer avec le consentement de l'utilisation de leurs bases et le survol de leur espace aérien (sec refus par contre de l'Egypte, malgré l'avertissement de madame Clinton, de Tunis où elle est en visite, déclarant que le maintien de Kadhafi au pouvoir, « causerait des problèmes pour le Caire et Tunis et qui que ce soit d'autre »).

Aucun problème si les compagnons de route humanitaires arabes sont ceux-là même qui ont demandé il y a quelques jours l'aide fraternelle des troupes saoudiennes et des policiers des Emirats pour écraser dans le sang la « protestation pacifique » au Bahrein.

Il y a intervention humanitaire et intervention humanitaire.

Maurizio Matteuzzi

Edition de vendredi 18 mars de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/18-Marzo-2011/art40.php3>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 Gilles Munier : Libye : Southern Mistral : une guerre en préparation depuis novembre 2010 ?

Sarkozy voulait sa guerre, il l'a - au forceps - grâce à Bernard-Henri Lévy, Alain Juppé, et au gouvernement conservateur anglais. Un exercice militaire de grande ampleur franco-britannique, planifié en trois mois – au lieu de six habituellement - va lui faciliter la tâche. Il est prêt pour attaquer « Southland »... entre le 21 et le 25 mars, un pays affublé d'un « régime dictatorial » au sud de la Méditerranée (1).

Nom de code de l'opération « Southern Mistral », et celui de la première frappe : « Desert Storm » ! Elle est aujourd'hui programmée pour de vrai, quel que soit le nom qui va lui être attribué pour donner le change. Pour attaquer la Libye, donc, il ne manquait que l'habillage diplomatique de l'intervention occidentale, c'est-à-dire la caution du Conseil de sécurité de l'ONU et la constitution d'une coalition comprenant « nos bons vieux amis arabes ». C'est fait, en urgence.

On s'en souvient : « Desert Storm - Tempête du désert » était le nom choisi en janvier 1991 par le Pentagone, de l'attaque de l'Irak ordonnée par George Bush (père). L'opération avait été précédée par un exercice quasi identique à « Southland », dirigé quelques mois plus tôt au Koweït, par le général Norman Schwarzkopf. Le régime de Saddam Hussein était déjà clairement désigné comme l'ennemi.

Bye-Bye Kadhafi ?

On ne peut que s'interroger sur l'origine des informations alarmistes publiées dans les médias depuis le soulèvement de plusieurs tribus libyennes soutenues - pour des motifs en partie différents - par le courant islamique djihadiste. Le colonel Kadhafi n'est pas un ange, mais on a l'impression d'assister à un copier-coller de la campagne de diabolisation du Président Saddam Hussein : le Guide libyen « bombarde son propre peuple » - des diplomates et des ministres font défection – des massacres de civils sont dénoncés- les Berbères du djebel Nefousa sont menacés de génocide ; le tout repris en boucle sur la chaîne qatari Al-Jazeera.

A quand un tribunal spécial pour la Libye ? Il ne manque que les armes de destruction massive. Pas de chance : Kadhafi s'en est débarrassé, en 2004, sur les conseils de son « ami », Sir Mark Allen, chef du service Moyen-Orient du MI6, ex Intelligence Service. Un autre de ses « amis », le Premier ministre britannique Tony Blair, a pu ainsi lui décerner, en 2007, le titre de « solide partenaire de l'Occident » ! Comme dit Saïf-al-islam : « c'est vrai que quand tu es fort, tout le monde est tout gentil. Par contre, quand tu es sur le point de t'effondrer, c'est bye-bye... » (2).

(1) Site de « Southern Mistral » :

5-2 Thierry Meyssan : Guerre en Libye : Washington regarde se lever « l'aube de l'odyssée » africaine.

Les frappes françaises sur la Libye ne sont pas une opération française, mais une sous-traitance de l'opération *Odyssey Dawn* placée sous l'autorité de l'US AfriCom. Elles n'ont pas pour objet de secourir les populations civiles libyennes, mais elles prétextent de la situation pour ouvrir la voie au débarquement des forces états-uniennes sur le continent noir, observe Thierry Meyssan

19 MARS — **Au sommet de Londres du 2 novembre 2010, la France a décidé de faire Défense commune avec les Britanniques, qui dépendent des Etats-Unis.**

2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)

Ce sont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis qui ont proposé au Conseil de sécurité des Nations Unies le texte adopté en tant que résolution 1793, instituant une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye.

Cette initiative doit se comprendre de deux manières :

Premièrement, Barack Obama ne souhaitait pas endosser vis-à-vis de son opinion publique intérieure une troisième guerre dans le monde musulman, après celles dans lesquelles son pays est embourbé, en Afghanistan et en Irak. Washington a donc préféré déléguer cette opération à ses alliés.

Deuxièmement, Nicolas Sarkozy—qui représente les intérêts états-uniens partisans de la « *relation spéciale* » entre Londres et Washington— s'est efforcé prioritairement depuis le début de son mandat de rapprocher les défenses françaises et britanniques. Il y est parvenu avec les accords de défense du 2 novembre 2010 et trouve dans la crise libyenne l'occasion d'une action commune. Avec le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, voté le 17 mars 2009 et acté au sommet de Strasbourg-Kehl, les 3-4 avril 2009, Nicolas Sarkozy a renoncé au principe d'une défense française indépendante.

Avec le Traité de Lisbonne, dont il revendique être l'un des principaux artisans, il avait déjà contraint l'Union européenne à renoncer à toute défense indépendante et à s'en remettre définitivement à l'OTAN.

Sa politique marque le triomphe, avec un demi-siècle de retard, du principe de la CED, jadis combattu par les gaullistes et les communistes.

Sous le prétexte de réaliser des économies d'échelle en période de crise, David Cameron et Nicolas Sarkozy ont liquidé les derniers acquis du front nationaliste gaullo-communiste et signé deux traités.

Le premier prévoit une coopération accrue ainsi que le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements, dont les porte-avions. Surtout, il institue une force expéditionnaire interarmées conjointe, mais non permanente, composée de 3 000 à 3 500 hommes, susceptible d'être déployée, avec préavis, pour des opérations militaires bilatérales de l'OTAN, de l'Union européenne ou des Nations Unies.

Le second initie des projets industriels et de recherche-développement. Surtout, il prévoit la mise en commun de technologies en matière d'essais nucléaires en laboratoire. Ce qui implique que la force de dissuasion nucléaire française ne sera plus indépendante —tandis que la force de dissuasion britannique est sous contrôle états-unien—.

Pour concrétiser la force expéditionnaire franco-britannique, les ministres compétents des deux pays, Liam Fox et Alain Juppé (ministre de la Défense du 14 novembre 2010 au 27 février 2011) ont planifié un vaste exercice aérien commun qui devait se dérouler du 21 au 25 mars 2011, sous la dénomination *Southern Mistral*.

Il devait comporter « *des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operations) et un raid spécifique (Southern Storm) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. Plus de 500 personnes seront mobilisées pour cet exercice bilatéral* ». indique le site internet dédié édité par le

Commandement de la Défense aérienne et des Opérations aériennes, « Southern Mistral ».

« Six avions Tornado GR4, un ravitailleur Vickers VC-10 et un Boeing E3D seront mobilisés aux côtés des Mirage 2000D, 2000N et 2000C de l'Armée de l'air française qui engagera une trentaine d'aéronefs incluant hélicoptères, Boeings ravitailleurs et avions radar Awacs (...)

Simultanément, le Commando Parachutiste Air 20 (CPA20) accueillera à Dijon un de ses homologues britanniques, le RAF Regiment et s'entraînera à la mission de protection des bases aériennes en théâtre opérationnel telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée en Afghanistan.

Par ailleurs, des membres du RAF Regiment seront entraînés à la pratique des mesures de sécurité aérienne à partir d'hélicoptères. Ces procédures particulières sont appliquées au quotidien par les hélicoptères "sûreté aérienne" de l'armée de l'air afin de pouvoir intervenir contre les aéronefs se déplaçant à faible vitesse », poursuit le communiqué officiel.

Cet exercice devait être dirigé par les généraux Desclaux et de Longvilliers (France), l'air marshal Garwood et l'air commodore Maas (Royaume-Uni). Hasard ou préméditation ? Quoi qu'il en soit, c'est une opération réelle et non un exercice qui a été lancée le 19 mars 2011 en application de la résolution 1793 du Conseil de sécurité. Seuls la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis y ont participé le premier jour. En attendant la participation d'autres Etats membres de l'OTAN et la constitution d'un commandement de coalition, toutes les opérations —y compris françaises— sont coordonnées depuis l'AfriCom, basé à Stuttgart (Allemagne) par le général états-unien Carter Ham. Les forces navales —y compris les bâtiments italiens et canadiens qui rejoignent la zone— et le commandement tactique sont placés sous l'autorité de l'amiral états-unien Samuel J. Locklear, embarqué sur l'USS Mount Whitney. Tout cela conformément à la planification préalable de l'OTAN [1]. On est donc bien loin du bla-bla officiel sur l'initiative française, mais dans la logique décrite plus haut de vassalisation des forces.

Le volet français de l'opération a été dénommé *Harmattan*, mot qui désigne ce « *Mistral du Sud* » qui balaye l'Afrique occidentale.

Le volet britannique s'appelle *Operation Ellamy*.

Mais le volet US est dénommée *Odyssey Dawn*, afin que chacun comprenne qu'il marque l'aube d'une odyssee états-unienne en Afrique [2]. Il importe ici de noter que, contrairement aux discours lénifiants et mensongers des leaders atlantistes, la résolution 1793 est rédigée en termes si flous qu'elle peut autoriser le débarquement de troupes coloniales en Libye. En effet, l'interdiction « *déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen* » ne s'applique pas à la création de la zone d'exclusion aérienne, mais uniquement aux opérations de protection civile (§ 4). Ce point a été soulevé par les ambassadeurs de Russie et de Chine au Conseil de sécurité et n'a pas trouvé de réponse, en conséquence de quoi, ils se sont abstenus durant le vote [3]

Pour ce premier jour de l'*Harmattan*, les forces françaises ont déployé les appareils qui devaient être utilisés dans l'exercice *Southern Mistral* ainsi que deux frégates anti-aériennes et de défense aérienne (le *Jean Bart* et le *Forbin*) positionnées au large de la Libye. Elles auraient détruit quatre blindés. De leur côté, les forces anglo-saxonnes ont utilisé un sous-marin britannique de la classe Trafalgar et onze bâtiments états-unis —dont deux destroyers (le *Stout* et le *Barry*) et trois sous-marins (le *Providence*, le *Florida*, et le *Scranton*)— pour tirer 110 missiles guidés Tomahawk.

Cette opération militaire pourrait durer si les forces libyennes opposent une résistance. Quoi qu'il en soit, la logique adoptée devrait conduire à la situation qui avait prévalu en Irak entre *Tempête du désert* et *Iraqi Freedom* : une partition *de facto* du pays entre loyalistes et rebelles

[1] « Press conference by Anders Fogh Rasmussen on Libya », *Réseau Voltaire*, 10 mars 2011.

[2] Sur la manipulation de la crise libyenne et les intentions US en Afrique, lire : « Proche-Orient : la contre-révolution d'Obama », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 mars 2011.

[3] « Résolution 1973 » (avec le texte des débats), *Réseau Voltaire*, 17 mars 2011.

Thierry Meyssan

Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace.

5-3 Gilbert Léonard : Une opération stratégique contre-révolutionnaire montée contre les révolutions.

L'intervention en Libye: une opération stratégique contre-révolutionnaire montée contre les révolutions du Jasmin Il y a des faits que les journalistes ne mettent pas en évidence mais dont l'importance n'échappe pas à un esprit exercé aux méandres de la politique française et internationale.

Et dans le cadre du "sommet de Paris de soutien pour le peuple Libyen" qui a eu lieu hier samedi 19 mars, certains faits méritent d'être soulignés:

- 1- C'est depuis le salon "Napoléon III" du palais de l'Élysée que Nicolas Sarkozy a fait sa déclaration de clôture.
- 2- Ce sommet a eu lieu en l'absence de l'Union Africaine, et pour cause.
- 3- Les décisions de ce sommet reposent sur la participation des pays Arabes aux possibles combats au sol, et pour cause.

1- Depuis le salon Napoléon III de l'Élysée: un symbole fort qui en dit long.

Quand le président Français fait sa déclaration depuis le salon "Napoléon III", quel message veut-il faire passer, et à qui s'adresse-t-il ?

Faut-il rappeler qui est Napoléon III?

Napoléon III, c'est ce prince-président élu président de la République Française en décembre 1848 et qui organisa un coup d'État 3 ans plus tard, précisément le 2 décembre 1851, pour restaurer l'Empire napoléonien. Il s'est fait "sacré" Empereur un an plus tard, précisément le 2 décembre 1852, en admiration pour son oncle Napoléon 1er "sacré" aussi un 2 décembre de 1804; cet oncle que d'aucuns présentent comme un homme éclairé qui prononça de très beaux discours de tolérance; ils ne supportent pas que l'on rappelle qu'il a rétabli l'esclavage raciste et a fait coulé le sang dans beaucoup de contrées.

Que de symboles!

Dans le contexte de l'intervention en Libye présentée comme une opération contre le massacre de civils, il est bon de rappeler que **2 jours après son coup d'État contre la République, Napoléon III prince-Président réprima dans le sang les révoltes ouvrières et paysannes à Paris et dans les provinces**; le peuple s'opposait à ce coup d'État et réclamait sa part dans "la réussite économique de la France": au moins 400 morts dans les fusillades de l'armée, rien que sur les grands boulevards parisiens.

Il est bon de rappeler la violence avec laquelle la censure de la presse avait été rétablie par ce prince-président devenu Empereur: presse muselée et aux ordres.

Aujourd'hui, en 2011, en Guadeloupe, colonie française sous régime départemental spécifique, les résistants sympathisants du LKP sont victimes de tout un arsenal répressif; syndicalistes, journalistes, avocats, militants, tous sont visés par **un régime qui n'a pas digéré le succès planétaire en février 2009 d'un mouvement de libération des peuples qui demandent la fin des Pwofitysons**.

Comment pourrait-on accorder du crédit à ce même régime qui prétend agir "pour le peuple Libyen" ?

2- Sommet en l'absence de l'Union Africaine (UA) : et pour cause!

C'est très logiquement que l'Union Africaine (UA) n'a pas participé à ce sommet de Paris.

En effet, le 10 mars, soit neuf jours avant ce sommet de Paris, **le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine(UA) a refusé catégoriquement, je cite, "toute intervention militaire, quelle qu'en soit la forme"** . Il a appelé tous les États membres de l'UA à **"apporter un soutien logistique et humanitaire à tous les travailleurs migrants Africains désireux de quitter la Libye"**.

Mais les forces Euro-occidentales ont décidé comme à la bonne époque coloniale d'intervenir militairement en Libye et de mépriser la décision du conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine.

Les forces Euro-occidentales soutiennent des insurgés "sans armes" qui s'en prennent à tous ceux qui sont Noirs en Libye, au prétexte qu'ils sont tous des mercenaires de Khadafi, même quand ils font partie de l'armée régulière libyenne.

Mais pourquoi les insurgés ne s'en prennent-ils pas aux autres mercenaires ?

Pourquoi la presse relaie-t-elle ces images sans rappeler qu'il y a des Libyens Noirs et que l'on en trouve logiquement dans l'armée régulière libyennes ?

Quel est le but visé ? est-ce pour alimenter des tensions entre communautés ?

Il est vrai qu'aux yeux de certains en France, cet aspect des choses pourrait paraître secondaire dans un pays où le directeur de la rédaction du Journal Du Dimanche a récemment affirmé avec insistance au journal de France3, chaîne de télévision publique et nationale, que le racisme était "moins grave" que l'antisémitisme; cela n'a

déclenché la réaction ni des officines anti-racistes, ni du pouvoir, ni des politiques. La perception de la concurrence mémorielle est à géométrie variable et hiérarchisante.

Ce mépris de la décision de l'UA a aussi une autre signification.

Certes, certains pouvoirs craignent que leur soutien pour des frappes de la Libye ne fasse jurisprudence et n'ouvre la porte à leur propre éviction par les mêmes forces pour les mêmes raisons officielles.

Mais, confrontés aux mouvements de revendications de plus en plus forts et de plus en plus fréquents de leurs citoyens, **les forces politiques tant du pouvoir que de l'opposition réelle comprennent de plus en plus que les forces Euro-occidentales sont prêtes à changer de pions au gré de leurs seuls intérêts par un jeu d'alternance de coups d'État ou d'élections contrôlées; ils comprennent de plus en plus que leurs propres citoyens sont leur meilleur bouclier de protection, tel en Côte d'Ivoire.**

Et cette prise de conscience n'est pas favorable à ceux qui veulent profiter des ressources de ces pays au détriment de leurs populations.

3-Participation des pays Arabes aux possibles combats au sol, et pour cause!

Les forces Euro-occidentales prêtent mains fortes à des insurgés que l'ont dit sans armes mais équipés d'avions militaires et de batteries anti-aériennes.

Ces insurgés sans armes ont d'ailleurs abattu eux-mêmes un de leurs avions; cet épisode a d'ailleurs permis dans un premier temps de "prouver" à l'*opinion internationale* que les avions de Khadafi ne respectaient pas le cessez-le-feu et bombardaient des zones civiles. Mais personne ne se pose la question de ce que faisait cet avion militaire des insurgés dans cette zone civile ?

Ce mode d'accusation rappelle l'épisode du Koweït avec la fausse histoire très émouvante des bébés jetés au sol après que l'on aurait débranché les couveuses: c'était pour justifier la première guerre du Golfe.

Les forces euro-occidentales ont répété qu'elles n'allaient pas intervenir dans les combats au sol; elles laissaient aux Arabes le soin de s'attaquer entre eux pour le face à face, le boulot qui nourrit la haine la plus profonde.

Mais la Ligue Arabe est elle aussi inquiète de la direction que prennent les choses.

Elle commence à dire qu'elle n'approuve pas les bombardements.

Elle a réalisé que les peuples Arabes ont compris l'opération Harmattan en Libye et qu'ils ne soutiennent pas les bombardements.

Les peuples Arabes ont compris que les insurgés en Libye sont armés;

Ils savent que les insurgés Arabes dans les autres pays ne sont pas armés.

Ils observent que la communauté internationale n'aide militairement que les insurgés déjà armés en Libye;

Ils constatent que les autres insurgés non armés sont réprimés dans le sang avec l'aide de pays qui soutiennent les bombardements de la Libye.

Ils ont compris que l'opération Harmattan n'est qu'une opération stratégique pour contre-carrer les révolutions du Jasmin.

Et voilà qu'aujourd'hui 20 mars, au lendemain du sommet et des premiers bombardements, l'analyse des forces en présence évolue.

L'on commence à entendre que les insurgés seraient finalement suffisamment équipés et qu'ils pourront résister à l'armée de Khadafi une fois son aviation et ses chars mis hors de combat.

Un ancien Ministre français des Affaires Étrangères n'a-t-il pas déclaré que l'un des objectifs de la "Communauté Internationale" était la scission de la Libye.

La prise de conscience est une arme redoutable et plus efficace que dix milles canons.

Gilbert Léonard

20 mars 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19